

Le développement des télécommunications s'accompagne  
d'un discours utopique sur la ville et l'habitat  
dont on peut identifier deux idées fortes :  
la dissolution de la mégalopolis  
faisant écho au rêve écologiste,  
et le remplacement de la sociabilité urbaine déliquescence  
par une « téléconvivialité ».

On ne peut nier la ville et sa centralité excessive sans lui trouver un substitut fonctionnel permettant d'opérer la « commutation sociale » dont la structure urbaine était le moteur. La télécommunication permet de réaliser le rêve du retour à la nature sans risquer de perdre l'intensité de l'échange social garantie par les grandes concentrations humaines.

Cette hypothèse anti-urbaine, qui a été formulée dès l'émergence de la télématique dans la décennie 70, fascine moins par son audace que par sa familiarité : l'antipolis est en effet un mythe hérité des origines du logement social, théorisé en France par Charles Fourier avant de trouver son application grâce à la méthodologie rationaliste du Mouvement Moderne, même si la monstruosité des tours peut nous apparaître aujourd'hui absurde en tant que réponse pratique au rejet idéal ou moral de la ville.

Cependant, en France le rejet de la ville, suscité par l'industrialisation sauvage du XIX<sup>e</sup> siècle, n'a jamais pu éliminer la fascination qu'éprouvaient certains théoriciens de l'espace pour une forme d'habitat concentrée qui était perçue comme le moyen de promouvoir une solidarité du groupe social, ou ce que l'on nommerait aujourd'hui « convivialité ». Le rêve écologique devait donc trouver un compromis avec cette contrainte de réactiver le lien social par une forme spatiale suffisamment dense : le grand ensemble consacre ce compromis, se situant hors de la ville et donc loin de la barbarie, tout en conservant l'alchimie des bains de foule.

Que la télécommunication reprenne aujourd'hui à son compte ces mythes si familiers à l'histoire des concepts urbanistiques n'a rien de très surprenant. Nous sommes en pleine crise des idéologies, et l'urbanisme a été irrémédiablement compromis en tant qu'idéologie de la modernité mise au service d'une hypothétique révolution sociale. Sur les chantiers de la cité idéale, l'utopie s'est pervertie au contact de la pratique. Et nos aménageurs aux mains sales, impuissants à changer la vie, à changer la ville, orphelins de la révolution, s'en sont allés ailleurs projeter sur d'autres objets leurs fantasmes sociologiques. La communication était née, investie de nouveaux espoirs et déjà grosse d'un vieux mythe enfanté par la révolution industrielle : la ville c'est le corps du Capital dans toute son horreur ; la fuir c'est retrouver l'innocence de la communauté originelle, idéalisée sous les traits du monde rural ; l'abolir c'est en même temps éliminer les inégalités sociales et culturelles qu'elle engendre.

C'est pourquoi on vit fleurir à la fin des années 70 maintes théories sur la télématique, la décentralisation et l'autogestion. Bruno Lussato (1) partit en croisade contre les « gros chaudrons », symboles de la com-

plexité et de la tyrannie des mégastructures organisationnelles dont la ville était une application. Sur son sillage, les technocrates prêchaient docilement la décentralisation qu'on présentait comme une vertu inhérente de la micro-informatique. Les premières expériences de « téléconvivialité » furent parachutées dans la Lozère laissée exsangue par l'exode rural. Les premières villes-tests de la télématique furent Grenoble et Nantes qui avaient été, comme par hasard, les fers de lance du progressisme en matière d'urbanisme dans les années 60 et 70, avec leurs grands ensembles inspirés de Le Corbusier, préfigurant les Edens prolétariens, mais devenus aujourd'hui en faillite. Montpellier, également une ville pilote souvent citée en exemple, se mit immédiatement sur les rangs pour accueillir les expérimentations des nouvelles technologies de la communication, en espérant qu'elles participeront de cette même renaissance urbaine que la monumentalité « conviviale » de l'architecture de Bofill (projet Antigone).

Une telle coïncidence entre les terrains qui constituaient autrefois les foyers de la modernité urbaine et ceux qui seront présentés demain comme les vitrines des nouveaux systèmes de télécommunication n'est pas fortuite. Aucun doute possible : l'utopie urbaine et l'utopie « technétronique » proviennent bien du même vivier idéologique. Paradoxalement, la première a trouvé son expression dans la mégalomanie formelle alors que la seconde semble aspirer vers une échelle plus modeste, résumée par ce slogan du « small is beautiful ». Cette divergence formelle entre ces deux phénomènes ne doit cependant pas nous aveugler sur leur profonde similitude de sens ; ils ont été fécondés par les mêmes idéaux et une même vision de la réalité sociale.

Ceci nous amène à caractériser le contenu utopique de ces deux champs que sont l'urbanisme et les télécommunications. L'un comme l'autre espèrent parvenir, au moyen de leurs techniques propres, à réaliser l'intégration sociale forcée dans un milieu objectivement divisé par les antagonismes de classe et les différences culturelles. Faire advenir une communauté mythique par la seule magie d'une rhétorique, s'agissant des formes architecturales dans un cas et du verbe médiatique dans l'autre, tel est l'arrière-fond idéal vers lequel tendent, consciemment ou non, les acteurs sociaux dont les décisions ou la pratique touchent de près les domaines de l'urbanisme et des télécommunications. De l'univers phalanstérien qui sous-tend toute l'histoire de l'habitat social au « village planétaire » de McLuhan, c'est la même tension entre une réalité fragmentée qu'on veut nier et une totalité sociale sublimée, qui motive les projets urbanistiques et communicationnels les plus progressistes mais aussi les plus totalitaires.

Au-delà de la finalité opératoire de la technique, ne faut-il pas interroger son rôle dans la relance de l'utopie, celle-ci étant définie par Manfredo Tafuri comme de l'idéologie transformée en une « préfiguration abstraite d'un moment final du développement » coïncidant avec la réunification du sujet social, c'est-à-dire la possibilité « d'unifier le sujet et l'objet de la production ». Cette totalité perdue placée comme horizon est aujourd'hui sacralisée par le discours technicien qui attribue à la technique le pouvoir de recréer le lien communautaire.

C'est ainsi qu'on retrouve dans le discours sur l'interactivité, qui porte les projets de télématique et de la vidéocommunication, les mêmes aspirations que véhiculait autrefois l'urbanisme progressiste. La volonté de proposer une pédagogie de l'usage des terminaux qui serait assurée par une utilisation collective des machines assistée par des hôtesse dans des lieux publics (Claire à Grenoble), n'est pas très différente de la philosophie des équipements collectifs d'action culturelle en vogue dans les années 60-70. L'habitat planifié en France s'est essentiellement conformé à une conception « collectiviste » de la communication sociale, visant une prise en charge de l'individu à travers toute une série de dispositifs communautaires destinés à la gestion collective des besoins et à la stimulation d'une sociabilité contrôlée. Se démarquant de la vision individualiste des rapports sociaux propre aux Anglo-saxons, les actions urbanistiques en France, ont consisté à proposer une *prothèse du lien social*. Autrement dit, la conception de l'habitat visait à programmer artificiellement des comportements grégaires à l'aide de dispositifs spatiaux. Il s'agit de voir comment cet idéal de la grégarité imprègne encore aujourd'hui les projets de télécommunication articulés autour du mythe de la téléconvivialité et de l'interactivité, marquant ainsi la reconduction par les nouvelles techniques d'une « orthopédie des relations sociales » (2) jadis mise au point par les conceptions de l'espace.

Ce fantasme d'une déperdition du social qu'il faut colmater grâce à la technique ressurgit à chaque phase



d'équipement de territoire : on avait attribué aux transports les mêmes vertus. Il se traduit dans le discours officiel par une opposition entre la privative (magnétoscope, micro-ordinateurs domestiques, etc.) et le réseau, comme si ce dernier constituait le cordon ombilical qui relie l'individu au groupe. Le câblage fiscalisé et généralisé à toute la population départementale représente pour la Seine-Saint-Denis un véritable système de péréquation qui rendrait accessibles à toutes les catégories sociales les nouveaux services de communication, alors que l'équipement individuel en matière privative est présenté comme discriminatoire et générateur d'isolement. Aucun de ces hypothèses ne s'appuie sur une étude des pratiques d'appropriation par les usagers, alors que dans le domaine culturel et celui des équipements urbains on avait constaté qu'il ne suffisait pas de rendre disponible à bas coût un équipement ou un service pour qu'il soit utilisé par les catégories défavorisées, ce qui revient à opérer un transfert des ressources collectives vers les groupes sociaux disposant d'un capital culturel et insérés dans un réseau d'information pré-existant.

Pour endiguer la prétendue dissolution du social, on souhaite accorder une place privilégiée dans les futurs systèmes de communication aux « médiateurs sociaux », recrutés dans le tissu local, qui se présentent comme les amplificateurs d'un « voix usagère », d'une « demande sociale » ou des « besoins » que nos planificateurs ont bien du mal à cerner. L'élargissement d'un espace de négociation des choix techniques aux acteurs locaux (élus, secteur associatif, presse, etc.) correspond à une prise en compte non pas de leur savoir-faire (celui de la presse dans le domaine de l'image est au demeurant faible) mais de leur connivence ou intimité avec les réseaux sociaux localement implantés, c'est-à-dire un savoir social ou un « savoir-causer ». Le résultat escompté de ce nouvel espace de négociation c'est de produire une *lisibilité du social*, version démocratique de la transparence sociale promise par Big Brother.

C'est ici que l'utopie urbaine et celle de la communication se rejoignent. La conception du logement social avait pour prétention de créer un espace ordonnateur mais aussi révélateur des manières d'être et des comportements sociaux : double dispositif du conditionnement et de l'exposition des intimités au regard de la communauté (l'architecture du verre et la suppression des espaces introvertis). Quand l'espace échouait à produire de l'échange, on recourait au concept d'animation socio-culturelle, en vertu duquel les pédagogues patentés essayaient de revitaliser le désir de communauté. Les télécommunications n'ont-elles pas aujourd'hui la même ambition de revitaliser le social ?

Dans cette optique, la télécommunication n'est-elle pas en train de prendre la relève de l'urbanisme en tant qu'idéologie de la transparence, visant moins à modifier la logique spatiale mise en place par les actions antérieures, qu'à reconduire les projets sociaux dont l'urbanisme était porteur. La télécommunication fonctionnerait donc davantage comme idéologie de substitution, dans un contexte où la fonction idéologique de l'urbanisme et de l'architecture est en crise.

Chantal de Gournay (Paris, avril 1984)

1) B. Lussato : Le défi informatique, aux Editions Fayard, 1981.

2) Selon une expression de Murard et Zylberman dans « Le petit travailleur infatigable ».